



## La population Japonaise a été irradiée et sacrifiée à cause de la rétention d'informations par le gouvernement.

CARTORADIATIONS 10 08 2011

[Le New York Times vient de publier le 8 Août 2011 \[UK\]](#) à la une et sur plusieurs pages un très long article qui, preuves à l'appui, résume de façon chronologique l'état de déliquescence des politiques et des fonctionnaires face au désastre nucléaire de Fukushima.

La conclusion est simple : Dans un pays à la pointe de l'électronique, tout avait été prévu, mais au final rien ou presque n'a été divulgué et c'est Goshi Hosono, le ministre chargé de traiter la crise nucléaire, qui vient de le révéler officiellement dans une interview, sic : "*certaines informations, y compris les données du système d'alerte aux dispersions radioactives (SPEEDI), avaient été retenues par crainte de créer une panique*". Maintenant avec les démissions les langues se délient, les critiques à l'intérieur et l'extérieur de l'administration du Premier Ministre Naoto Kan affirment que certaines irradiations massives de la population auraient pu être évitées si les fonctionnaires avaient publié les données plus rapidement.



Tetsuo Saito, député, ancien ministre de l'Environnement, est le président de la commission nucléaire du Parlement. Proche du Premier ministre, Naoto Kan, il critique sa gestion de la catastrophe nucléaire.  
La suite dans [Libération](#)

### La France mieux lotie ?

Ces faits nous amènent à penser et à faire une transposition des constatations Japonaises pour la France où pareillement il existe moult organismes locaux, départementaux et nationaux de sûreté nucléaire qui s'appuient sur un maillage sophistiqué de systèmes d'alertes : Combien de Français pensent par exemple qu'en cas d'accident nucléaire à Cruas-Meysses ou au Tricastin et par mistral, tout le sillon rhodanien jusqu'à Marseille sera évacué si cela est nécessaire ? Il est presque sûr qu'à situation d'alerte nucléaire équivalente, ce qui s'est passé au Japon pour la population serait transposable à la France.

D'ailleurs actuellement la population est totalement dans l'ignorance sur [les événements en cours au réacteur n°1 de la CN du Tricastin](#) (le plus "pourri" de tous les réacteurs de France) qui est en arrêt d'urgence depuis plus de trois mois avec paradoxalement depuis d'autres incidents.

Pareillement (News détaillée en cours) plus récemment rien sur l'arrêt d'urgence ce 5 août du [réacteur n°2 de la CN de Cruas-Meysses](#) suite au tremblement de terre du 3 août qui semble avoir impacté et généré des anomalies de fonctionnement aux [énormes et fragiles réchauffeurs](#) cuivreux [situés entre le circuit primaire et secondaire](#). Les investigations en cours sur cet incident faisant apparaître que la CN de Cruas-Meysses a été paradoxalement et c'est un comble, ["traîtée" antisismique](#), mais et cela serait un scoop qui demande vérification, il n'y aurait en contre partie qu'une seule enveloppe dans l'enceinte de confinement, ce qui ferait prendre aux [fissures constatées](#) une tout autre dimension au niveau de la sûreté nucléaire [\[Dossier PDF\]](#)

En tout état de cause, imaginons que la situation soit critique sur l'un de ces deux réacteurs, voire qu'il y ait déjà eu des rejets gazeux atmosphériques ou d'effluents liquides dans le Rhône, ceux-ci savamment dilués pour être dans les normes, croyez-vous que dans l'état actuel de l'opinion publique par rapport au nucléaire les autorités joueraient la transparence ?

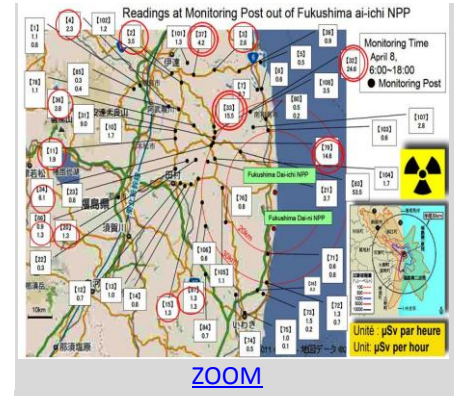
Actuellement, après le basculement de l'opinion publique en France [\[77% pour l'arrêt du nucléaire\]](#) et élection présidentielle oblige, ce genre d'information, si minime soit-elle, signifierait obligatoirement un positionnement ferme des candidats et l'arrêt définitif du nucléaire.

## Extraits article The New York Times

Au Japon, concrètement, les autorités de Tokyo savaient presque tout en temps réel grâce au système SPEEDI, (Système informatisé de prévision des informations d'urgences environnementales) notamment dès les premiers jours sur les vents qui soufflaient vers le sud en emportant les matières radioactives de Fukushima Daiichi vers des zones habitées comme la ville de Namie située hors des zones d'exclusions en cours d'évacuation. Pendant plusieurs jours, tandis que des explosions d'hydrogène des réacteurs vomissaient dans l'atmosphère un nombre incalculable de matières radioactives, les habitants de nombreuses zones sont restés avec des enfants qui jouaient dehors et certains parents utilisant l'eau des ruisseaux des montagnes pour préparer le riz !

En fait, les autorités savaient précisément cela par les rapports issus des ordinateurs de SPEEDI. **Certaines cartes avaient clairement montré** que des panaches de contamination nucléaire s'étendaient au nord-ouest bien au-delà des zones qui avaient été initialement évacuées.

Les vents avaient soufflé directement par exemple vers Tsushima où les fonctionnaires de la ville viennent d'apprendre que le système informatique SPEEDI visant à prédire la propagation des rejets radioactifs avait montré avec précision les zones impactées. Mais les prévisions n'ont pas été diffusées par les autorités de Tokyo, **apparemment de peur d'avoir à agrandir de manière significative la zone d'évacuation et de reconnaître la gravité de l'accident.**



"Du 12 au 15 mars nous étions dans un endroit avec l'un des plus hauts niveaux de radiation", a déclaré Tamotsu Baba, le maire de Namie. "Nous sommes extrêmement inquiets de l'exposition interne aux radiations (contamination). La rétention d'information qui a été pratiquée est comparable à assassiner"

Maintenant dans des interviews et des déclarations publiques, certains responsables gouvernementaux, actuels et anciens ont admis que les autorités japonaises se sont engagées dans "un modèle" de retenue à la source des informations préjudiciables afin de nier dans un premier temps les faits de la catastrophe nucléaire. Certains d'entre eux ont déclaré que cela était destiné à limiter la taille des évacuations coûteuses et perturbatrices à cause de la rareté des terres au Japon et pour éviter que la population se pose des questions dommageables à l'industrie nucléaire qui est "politiquement puissante". Aujourd'hui la centrale nucléaire continue à libérer des particules radioactives, cela à de graves conséquences dans l'approvisionnement alimentaire de la nation et beaucoup considèrent que cette campagne officielle de minimisation de la portée de l'accident des risques potentiels pour la santé n'a fait qu'accroître la colère publique contre le nucléaire.

Seiki Soramoto, député et ancien ingénieur nucléaire vers qui le Premier ministre Naoto Kan s'était tourné pour des conseils lors de la crise, vient de blâmer le gouvernement pour les prévisions retenues par le système informatique SPEEDI. "À la fin, c'était le bureau du Premier Ministre qui cachait les données SPEEDI", a-t-il dit. "Parce qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires pour savoir ce que signifiait les données, ils ne savaient pas quoi dire à la population, ils ont décidé qu'il était plus facile de ne rien annoncer, de plus ils ne pensaient qu'à leur propre sécurité."

Aujourd'hui les inspecteurs trouvent du tellurium 132 dans les cours d'écoles de Fukushima, cette constatation est accablante car pour les experts c'est ce qu'ils appellent une preuve révélatrice des effondrements des réacteurs en quelques jours, mais qui ne vient d'être dite à la population que plusieurs mois après. Pendant des mois après la catastrophe, le gouvernement fait de nombreuses voltefaces sur les niveaux de rayonnement autorisé sur le terrain des écoles, provoquant la confusion et l'anxiété permanente sur la sécurité des écoliers à Fukushima. Depuis il a été procédé à l'enlèvement de la surface du sol dans les cours d'école contaminé par les particules radioactives et des dizaines de milliers d'enfants sont gardés à l'intérieur des bâtiments scolaires pendant cet été chaud, où certains portent des masques, même si les fenêtres sont maintenues fermées. Beaucoup portent des dosimètres individuels pour suivre leur exposition aux radiations.

Sur un test de contrôle de 1080 enfants d'école de Fukushima, environ 45 pour cent ont été contrôlés positifs à l'exposition aux radiations pour leurs glandes thyroïdes, selon une récente annonce du gouvernement, qui a ajouté que les niveaux étaient trop faibles pour justifier un examen plus approfondi. Beaucoup d'experts à la fois dans et en dehors du Japon s'interrogent sur l'évaluation du gouvernement, soulignant qu'à Tchernobyl, dans le même cas la plupart des enfants ont développé ultérieurement un cancer de la thyroïde.



Il aura fallu attendre presque trois mois avec la venue fin mai des inspecteurs de l'AIEA pour que les premières critiques contre l'establishment nucléaire du Japon contraignent de ne plus cacher l'ampleur du désastre. Le coup de poignard dans le dos" a été donné le 4 Juillet par la Société de l'Énergie Atomique du Japon, un groupe d'érudits et de cadres de l'industrie nucléaire, qui a déclaré: "Il est extrêmement regrettable que ce genre d'informations importantes n'ont pas été rendues publiques jusqu'à trois mois après le fait, et alors seulement dans les rapports réalisés lors de conférences à l'étranger. "

Le groupe a ajouté que les autorités n'avaient pas encore divulgué toutes les informations car elles donneraient une image plus complète des dégâts. D'autres experts ont déclaré que le gouvernement et la Tokyo Electric Power Company, connu sous le nom de TEPCO, n'ont pas encore révélé toutes des données concernant l'état de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi car cela pourrait permettre de déterminer avec exactitudes les responsables des disfonctionnements, ou

si les dommages causés par le tremblement de terre ont également joué un rôle, une découverte qui pourrait soulever des doutes sur la sécurité des autres centrales nucléaires dans une nation sismiquement active comme le Japon.

Keiji Miyamoto de la division du ministère de l'éducation de la sûreté nucléaire, qui administre SPEEDI a reconnu "que c'est à cause des révélations et de l'impact des médias et pas par d'autres façons, que les autorités ont pris la responsabilité d'ordonner les évacuations". A elle seule cette déclaration résume toute la problématique de la sécurité nucléaire, les autorités de sûreté nucléaires mondiales et les politiques inféodés aux nucléocrates ont perdu leur crédibilité, cela légitime les organisations dans leurs combats de salubrité publique.

### La polémique :

Toshiso Kosako conseiller auprès du Premier Ministre qui a démissionné en avril, parce que les enfants étaient exposés à des niveaux de rayonnement dangereux a déclaré que les principaux conseillers du Premier ministre ont à plusieurs reprises ignoré ses demandes frénétiques pour rendre publique les rapports et les cartes SPEEDI. Certains conseillers du Premier ministre affirment que le système n'était pas utile pour prédire la direction du panache radioactif. Shunsuke Kondo, qui dirige la Commission de l'énergie atomique, organe consultatif au sein du Bureau du Cabinet du Premier Ministre, a dit que les cartes produites dans les premiers jours par SPEEDI étaient incompatibles car elles changeaient plusieurs fois par jour, selon la direction du vent.

Toshiso Kosako et d'autres, cependant, disent que les cartes SPEEDI aurait été extrêmement utiles dans les mains de personnes qui savaient comment faire le tri et les analyses du système de données. Il a dit les lectures SPEEDI étaient si complexes, et certaines des prédictions de la propagation de la contamination radioactive si alarmantes, que les trois organismes gouvernementaux distincts - le ministère de l'Éducation et les deux organismes de réglementation nucléaire, l'Agence de sécurité nucléaire et industrielle et la Commission de sûreté nucléaire se sont passés les données les unes aux autres comme "une patate chaude", et qu' aucun d'eux ne voulant accepter la responsabilité ni des résultats, ni des actions à entreprendre.

Dans un déferlement d'interviews, les fonctionnaires des ministères et des agences affirmant que c'est l'autre organisme qui était responsable de SPEEDI. Le chef de la Commission de sûreté nucléaire a même refusé d'être interviewé sur le sujet.

Tamotsu Baba le maire de Namie, a déclaré que si les données SPEEDI avaient été disponibles, les habitants auraient naturellement choisi de fuir vers des zones plus sûres. "Mais nous n'avions pas l'information", a-t-il dit. "C'est frustrant."

### L'histoire se répète :

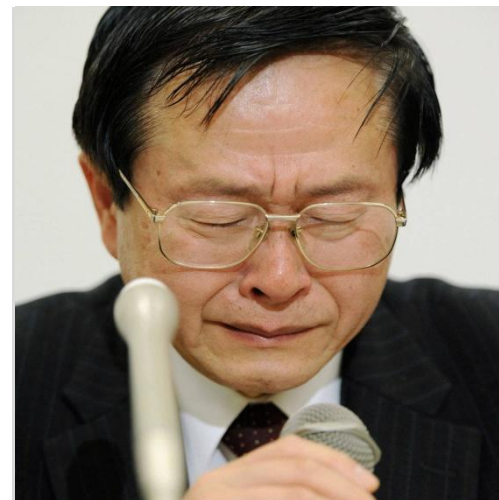
La population compare ce scandale à l'affaire de Minamata dans les années 1950, un scandale national dans lequel les bureaucrates et les représentants de l'industrie s'étaient entendus pour protéger la croissance économique en cachant le fait qu'une usine chimique libérait du mercure dans la baie de Minamata au Japon occidental. Cette pollution au mercure avait conduit à un énorme désastre sanitaire avec des décès, des maladies neurologiques et malformations chez des milliers de personnes vivant dans la région.

"S'ils voulaient protéger les gens, ils n'avaient qu'à libérer immédiatement l'information", a déclaré Reiko Seki, sociologue à l'Université Rikkyo de Tokyo et expert sur l'affaire de Minamata. "Malgré l'expérience du désastre de Minamata, ils n'ont pas communiqué les informations de SPEEDI".



Le désastre environnemental de Fukushima Daiichi commence juste par Serge Sargentini

[PDF \[click\]](#)



Toshiso Kosako

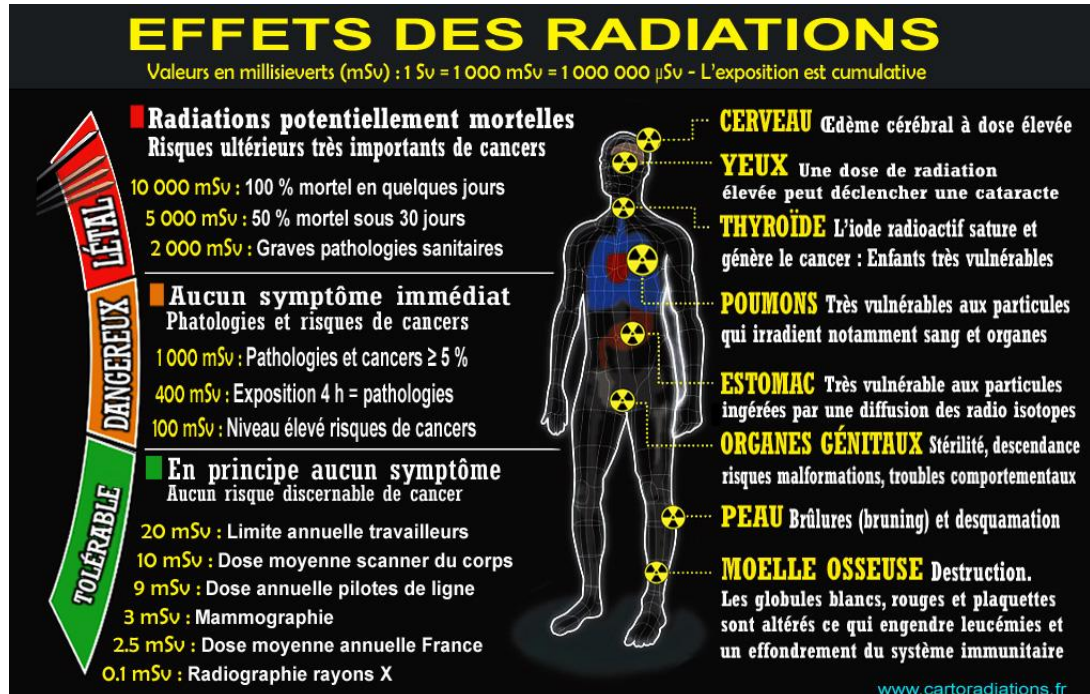
A Koriyama, une ville à environ 68 km à l'ouest de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, des parents ont dit qu'ils avaient cessé de croire aux assurances du gouvernement et ils ont récemment fait quelque chose d'impensable dans un pays conservateur : ils vont le poursuivre en justice. Bien que leur procédure cherche en premier à forcer les autorités de Koriyama à délocaliser leurs enfants dans une zone plus sûre, mais leur véritable objectif est de faire constater la manipulation de la nation par rapport aux évacuations et la crise de santé publique.

Car ce n'est pas tout, après la catastrophe nucléaire, étant dans l'incapacité de faire respecter les normes d'irradiation en vigueur, le gouvernement n'a trouvé d'autres moyens que d'augmenter la limite d'exposition aux radiations de 2000 % avec un taux passant de 1 à 20 millisieverts par an pour les personnes, y compris les enfants ! Cette nouvelle norme permettant de manière efficace de continuer à faire vivre la population dans des zones où elle y aurait été prescrite en vertu de l'ancienne norme.

Toshio Yanagihara, l'avocat des demandeurs, a déclaré que les autorités ont retenu l'information pour détourner l'attention des conséquences du désastre nucléaire qui deviendra clair pour la santé plus tard, "parce que les effets sanitaires ne ressortent pas immédiatement" a-t-il dit.

Le gouvernement japonais envisage de surveillance de la santé à long terme des résidents de Fukushima et prendre les mesures appropriées à l'avenir, a déclaré Yasuhiro Sonoda, un député secrétaire de la Chambre. Le maire de Koriyama, Masao Hara, a déclaré que personne ne pense que les nouvelles normes d'irradiations cumulatives ne soient sécuritaires et qu'il était "irréaliste" de ne pas évacuer les 33 000 enfants des écoles primaires et secondaires. La collectivité locale de Koriyama est allée au maximum de ce qui est dans son pouvoir notamment en enlevant la surface du sol de ses écoles et en imposant des normes d'inspection plus sévères que celles fixées par les responsables de l'Éducation Nationale.

"Le peuple japonais a maintenant un haut niveau de connaissance" a dit le Maire, "je pense donc que c'est une erreur que l'information n'ait pas été divulguée correctement et rapidement, en agissant de cette manière les gens peuvent faire des jugements sur les autorités, en particulier les gens d'ici à Fukushima".



[ZOOM](#)